



**1718 PQ CENTRE SPORTIF - LE CHENIT
PROCES-VERBAL SEANCE DGE N°2**

Séance du 20 avril 2020
PV rédigé le 21 avril 2020
1718_DGE_PV2_200420 / CaLe

Lieu : Par téléphone

<u>Participants</u>	<u>Société</u>	<u>e-mail</u>	<u>Envoi</u>
M. Jean-Christophe Dufour	DGE-EAU	jean-christophe.dufour@vd.ch	X
Mme Camille Lesonneur	CCHE Lausanne SA	<u>c.lesonneur@cche.ch</u>	PV

But de la séance : Suite à l'accord préliminaire du Canton, définition de la prise en compte de l'espace cours d'eau

Le présent procès-verbal est considéré comme approuvé, si aucune remarque n'a été formulée aux architectes dans les 10 jours ouvrables.

		<u>DELAIS</u>	<u>TRAITANTS</u>
1	ESPACE COURS D'EAU		
1.1	CCHE rappelle qu'une séance de coordination avait eu lieu avec la DGE-EAU le 6 décembre 2017 concernant notamment la délimitation de l'espace réservé aux eaux (ERE). CCHE présente le plan et l'article du règlement prenant en compte les éléments discutés à cette occasion.	Info	
1.2	M. Dufour informe que la largeur nécessaire en rive droite en bordure du DP Eaux selon Oeaux est de 11.00m (au lieu des 7.00m convenu en 2017). Cette largeur revisitée est rendue nécessaire : - Par l'établissement d'un calcul ERE uniformisé sur l'ensemble du canton, intervenu entre 2018 et 2019 ; - Par l'évolution du projet envisagé à proximité de la STEP du Sentier (une revitalisation du cours d'eau n'y est finalement pas possible car ce site est trop pollué) ; - Par la disposition convenue en 2017 de garder le cheminement en dur en rive gauche en dehors de l'ERE, en effet, ce chemin n'y serait pas conforme à l'ordonnance fédérale. Pour information, la largeur totale de ERE est de 36m. A ce jour, aucune autre piste pour un site de revitalisation n'a été discutée. M. Dufour propose d'organiser une séance avec la Commune suite à cette coordination afin de discuter des solutions envisageables.	Info Date à convenir	DGE / Commune
1.3	Mme Lesonneur s'interroge sur la marge de manœuvre possible en terme d'aménagements dans l'ERE. M. Dufour précise que les aménagements d'intérêts publics dont l'implantation est imposée par leur destination sont autorisés (art. 41c OEaux), notamment les sentiers piétons non revêtus en dur et le mobilier urbain amovible. L'article proposé pour le règlement devra être modifié comme il suit : "Doivent y être aménagées des liaisons de mobilité douce aux endroits indiqués sur le plan d'affectation et conformes à l'Ordonnance sur la protection des eaux". Le reste de l'article est validé par M. Dufour.	De suite	CCHE
1.4	La question du terrassement nécessaire à la revitalisation du cours d'eau devra être évoquée avec la Commune, notamment afin de la rendre compatible avec l'aménagement d'installations sportives à proximité.	Séance DGE / Commune	DGE / Commune
2	SUITE DE LA DEMARCHE		
2.1	CCHE transmet ce PV à la Commune comme base pour relancer les discussions avec la DGE sur la question de l'ERE et de la revitalisation de l'Orbe.	De suite	CCHE
2.2	CCHE évalue les conséquences sur le PA d'une bande de 11m pour l'ERE et fait un retour à la DGE sur ce point, ou dans le cadre d'une séance avec la Commune.	De suite	CCHE